



Briser les entraves à l'emploi des jeunes Hommes et Femmes

EMPLOI PRODUCTIF ET TRAVAIL DECENT POUR LES JEUNES

La jeunesse est une période pleine de promesses, d'aspirations et d'énergie. Entre l'enfance et l'âge adulte, la jeunesse est le temps pendant lequel hommes et femmes sont le plus à même de se battre pour se forger un avenir sûr et apporter leur contribution à leurs familles, communautés et sociétés. Cette étape de la vie est cruciale pour déterminer de quelle façon les jeunes gens obtiendront un emploi productif et un travail décent¹.

Un milliard de jeunes vont atteindre l'âge de travailler au cours des dix prochaines années². Les doter de la possibilité de s'assurer un emploi productif et un travail décent est un défi sociétal, national et mondial. Il ne fait aucun doute que l'emploi des jeunes doit figurer en tête sur l'agenda de la communauté internationale³. C'est la génération la mieux éduquée et la mieux formée qui ait jamais existé, chez les jeunes hommes mais surtout chez les jeunes femmes. Ils et elles possèdent des qualifications qui peuvent faire prospérer leurs communautés, renforcer leurs nations et rechercher des possibilités d'autonomie personnelle et de citoyenneté active. Nous scolarisons davantage d'enfants mais nous ne parvenons pas encore à leur obtenir un emploi productif et un travail décent.

Alors que la mondialisation rapide et l'évolution technologique peuvent offrir de nouvelles opportunités de travail productif et de revenus pour certains, pour de nombreux jeunes en âge de travailler, le manque de perspectives d'emplois décents accroît leur vulnérabilité pendant la période de transition entre l'enfance et l'âge adulte. Les investissements des gouvernements dans l'éducation et la formation se feront en pure perte si les jeunes n'entrent pas dans des emplois productifs qui leur permettent de subvenir à leurs besoins, de contribuer aux ressources de la famille et de s'acquitter de leurs impôts. En moyenne, les jeunes hommes et femmes ont deux ou trois fois plus de risque d'être chômeur que les adultes, et le phénomène est particulièrement prononcé chez les jeunes filles⁴. Bien trop souvent, elles travaillent pendant des heures interminables dans le cadre de contrats de travail informels, intermittents et précaires, caractérisés par une piètre productivité, de maigres revenus et une protection sociale réduite⁵.

Pour une jeune personne, un mauvais emploi en début de vie professionnelle peut affecter son estime de soi et ses perspectives de carrière pour toute la vie. Au chômage ou sous-employés, les jeunes auront moins d'argent pour consommer, et moins d'argent pour épargner et investir afin de sécuriser



© ILO, Crozet M.

¹ Les pays varient dans leurs définitions opérationnelles de la jeunesse. Souvent, la limite inférieure pour les jeunes est déterminée par l'âge minimum pour quitter l'école, quand elle existe. Dans le cadre de cette brochure, la jeunesse est définie comme les personnes âgées de 15 à 24 ans, les adultes étant ceux qui ont 25 ans et plus.

² BIT, 2006, *Faits et chiffres sur l'emploi des jeunes*, <http://www.ilo.org/public/english/employment/yett/download/fact06-e.pdf>

³ « Parvenir au plein emploi productif et au travail décent pour tous, y compris les femmes et les jeunes » est l'une des cibles de l'Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD) n° 1 de l'éradication de l'extrême pauvreté et de la faim. L'OMD n° 8, développer un partenariat mondial pour le développement, fixe aussi comme objectif le travail décent et productif pour les jeunes en coopération avec les pays en développement.

⁴ BIT, emploi des jeunes <http://www.ilo.org/public/english/employment/yett/index.htm>

⁵ BIT, Réseau pour l'emploi des jeunes <http://www.ilo.org/public/english/employment/strat/yen/challenge/index.htm>





© ILO, Deochet P.

leur avenir. Ce qui aura aussi un impact négatif sur l'état actuel et à venir des affaires et de l'économie. Sans perspective d'emploi stable à offrir à leur jeunesse, les sociétés paient aussi le prix fort. Les jeunes exclus qui se trouvent marginalisés de la société, frustrés par le manque d'opportunités et sans moyens financiers, sont plus tentés par les comportements destructeurs, pour eux-mêmes et pour la société, et plus enclins à s'engager dans des activités illégales et dangereuses.

L'emploi des jeunes est très lié à la situation générale de l'emploi. Il a cependant des dimensions propres qui requièrent des réponses spécifiques. Dans les économies développées, le chômage des jeunes peut être lié à la transition entre l'école et le travail, à diverses formes de discrimination, à des désavantages liés au manque d'expérience professionnelle, aux tendances cycliques du marché du travail et à un certain nombre de facteurs structurels. Dans les économies en développement, il peut être tributaire d'une croissance et d'un développement insuffisants et toucher ceux qui ne partagent pas les fruits de la mondialisation. Dans de nombreuses communautés pauvres, le sous-emploi et la pauvreté sont des problèmes aigus pour de nombreux jeunes, hommes et femmes, qui se battent pour gagner leur vie. Les jeunes des communautés rurales, peu éduqués, ne peuvent lutter car ils manquent de soutien en termes de politiques, d'infrastructures et de projets⁶. Cela a des conséquences importantes pour l'agriculture. Investir dans les infrastructures et développer les compétences dans ce domaine sont pourtant essentiels à la lumière des pénuries alimentaires croissantes.

Les dimensions particulières de l'emploi des jeunes varient selon le sexe, l'âge, l'ethnie, le niveau d'éducation et de formation, le contexte familial, l'état de santé et de handicap, entre autres. La jeunesse, en tant que telle, n'est pas un groupe homogène. Certains groupes sont plus vulnérables que d'autres et sont confrontés à des désavantages particuliers pour entrer et se maintenir sur le marché du travail. Le danger est qu'avec l'amoncellement de griefs, les jeunes vulnérables ne deviennent des « jeunes découragés », ce qui signifierait qu'entreprendre une recherche d'emploi serait vaine. Les jeunes personnes perdent foi dans le système de gouvernance qui, pensent-elles, ne leur a pas permis de réaliser leurs ambitions et, dans des cas graves, cela peut conduire à une instabilité politique et une hausse de l'extrémisme⁷.

Quatre-vingt-cinq pour cent des jeunes vivent dans des pays en développement où ils sont nombreux à être particulièrement touchés par l'extrême pauvreté. L'OIT estime qu'environ 85,3 millions de jeunes femmes et hommes étaient au chômage dans le monde en 2006, représentant 44 pour cent du nombre total de personnes au chômage au plan mondial⁸. Bien d'autres jeunes encore se battent pour gagner leur vie dans l'économie informelle. Les enfants qui travaillent terminent souvent sans emploi ni qualifications. De plus jeunes enfants, moins bien rémunérés, sont embauchés pour les remplacer, et les chances de leur assurer une éducation pour obtenir une autre situation sont considérablement réduites. Environ 59 millions de jeunes de 15 à 17 ans sont enrôlés dans des formes de travail dangereuses.



© ILO, Maillard J.

VIH/SIDA

Les obstacles à l'accès au travail pour les jeunes sont exacerbés par leur statut sérologique. La stigmatisation et la discrimination viennent s'ajouter à leur manque d'expérience et limiter davantage leurs possibilités⁹. Les jeunes personnes sont moins susceptibles d'avoir recours à – ou d'être capables de prendre – des actions réparatrices quand leurs droits ont été violés sur le lieu de travail. Avec de moindres chances d'obtenir un travail, elles finissent souvent dans des emplois précaires. En raison du chômage élevé et de la pauvreté, les jeunes personnes peuvent avoir recours à la prostitution pour survivre¹⁰. Dans toutes les régions du monde, chômage et pauvreté sont cités comme les principales raisons pour lesquelles la jeunesse entre dans le commerce du sexe, avec le risque avéré d'être victime de la traite. Les risques de contracter ou de transmettre le VIH est aggravé et il est démontré que les jeunes femmes sont particulièrement vulnérables au plan biologique pour contracter la maladie¹¹. Qui plus est, la demande de travailleurs du sexe est en augmentation dans le cadre du tourisme international (lui-même en augmentation) dans de nombreux pays touchés par l'épidémie de Sida.

Les tendances migratoires influencent fortement l'état du marché mondial du travail. Il n'existe pas de statistiques sur la part des jeunes migrants dans les 175 millions de personnes migrantes dans le monde. Il est clair qu'avec les transferts de main d'œuvre de plus en plus fréquents au-delà des frontières, de plus en plus de jeunes gens quitteront leur maison dans l'espoir

⁶ BIT, 2008. *Promotion de l'emploi rural pour réduire la pauvreté*. CIT, 97^{ème} session, Rapport IV.

⁷ Les données relatives aux jeunes qui sont inactifs pour des raisons autres que la scolarisation sont mesurées par le taux NENT, un pourcentage des jeunes qui ne sont ni à l'école, ni au travail. BIT, 2006. *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes* (Genève), pp. 31-33, <http://www.ilo.org/public/english/employment/yett/download/getyen06.pdf>

⁸ BIT, 2008. *Les indicateurs clés du marché du travail*, 5^{ème} édition (Genève), p. 400.

⁹ Les jeunes représentent la moitié des nouvelles infections au VIH. BIT, 2006. *VIH/Sida et travail : statistiques mondiales, impact sur les enfants et les jeunes, et réponse*, OIT/Sida, Genève.

¹⁰ Voir http://www.ilo.org/public/english/protection/trav/aid/publ/global_est06/global_estimates_report06.pdf

¹¹ Parmi les jeunes (15-24 ans) dans le monde, les femmes sont 1,6 fois plus souvent séropositives que les hommes. En Afrique sub-saharienne, on compte trois jeunes femmes infectées pour chaque jeune homme de 15 à 24 ans ; dans certains pays caribéens, les jeunes femmes (15-24 ans) sont deux fois plus susceptibles d'être contaminées par le VIH que leurs camarades masculins. UNICEF, 2008. *Etat du monde des enfants*.



TAUX D'ACTIVITÉ DES JEUNES, SELON LE SEXE, 1995 ET 2005

	Total		Hommes		Femmes	
	1995	2005	1995	2005	1995	2005
Monde	58,9	54,7	67,2	63	50,1	45,9
Economies développées et l'Union européenne	53,6	51,8	56,9	54	50,1	49,6
Europe centrale et orientale (non-UE)	47,2	41,8	52,8	48,4	41,5	35
Asie-Orient	75,2	67,3	74,6	66,3	75,7	68,4
Asie du Sud-Est et Pacifique	58,1	56,5	64,5	64,2	51,6	48,5
Asie du Sud	50,6	47,2	68	64,2	31,7	29,1
Amérique latine et Caraïbes	56,4	54,2	70,4	63,8	42,3	44,5
Moyen-Orient et Afrique du Nord	40	40	56,2	54,3	23,2	25,1
Afrique subsaharienne	68,2	65,5	76,1	73,7	60,2	57,3

Source: BIT, 2006. *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes*.

de trouver du travail, créant un mouvement des campagnes vers les villes et vers d'autres pays¹². Cela aura un impact sur les marchés du travail de leurs pays comme à l'étranger. Avec la mondialisation et les modèles démographiques actuels, la migration devient progressivement une question économique, sociale et politique essentielle. Des données détaillées seront nécessaires pour juger de l'impact des mouvements migratoires sur la main d'œuvre¹³.

ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES ET EMPLOI DES JEUNES

À l'origine, l'égalité des sexes dans l'emploi des jeunes est fortement déterminée par l'accès égal des garçons et des filles à l'éducation. Une éducation de bonne qualité reste un passage crucial pour accroître les possibilités des femmes ; éduquer une femme revient à éduquer une famille et une société. Sans une éducation de qualité, les chances d'obtenir un emploi décent sont faibles. Des progrès significatifs dans le sens de l'éducation primaire universelle ont été accomplis dans la plupart des régions, avec une parité des sexes réalisée dans 118 pays¹⁴. Dans certaines cultures cependant, lorsque les familles disposent de ressources limitées, elles peuvent penser devoir choisir entre éduquer leurs fils ou leurs filles, et ce sont les filles qui ont tendance à être exclues les premières. Les disparités d'alphabétisation entre jeunes hommes et jeunes femmes semblent s'étendre en Afrique et en Asie. Les plus grandes inégalités entre les hommes et femmes sont constatées en Afrique du Nord et dans l'Ouest de l'Asie. Les pays d'Asie de l'Est et du Pacifique se sont rapprochés de la parité dans l'accès à l'éducation, alors qu'en Amérique Latine et dans les Caraïbes apparaît un léger biais au détriment des garçons.

Il ne s'agit pas seulement du niveau d'éducation atteint, ce sont la qualité et la pertinence de l'éducation et de la formation qui importent. Les discriminations indirectes à l'égard des filles résultent du stéréotype selon lequel elles sont moins intéressées ou capables sur certains sujets – par exemple les mathématiques et les sciences. Les manuels montrent souvent des hommes dans des rôles commerciaux dominants et les femmes dans des rôles passifs, subordonnés.

En offrant aux jeunes, hommes et femmes, des possibilités d'éducation formelle et non-formelle, y compris la formation professionnelle, on leur ouvre la voie de l'émancipation. Au cours des décennies écoulées, davantage de femmes que d'hommes ont suivi des études supérieures dans certains pays¹⁵. Cependant, cela n'a pas nécessairement engendré de meilleurs résultats sur le marché du travail pour les femmes, les pratiques discriminatoires en raison du sexe pouvant influencer le recrutement.

Les investissements réalisés pendant les périodes de transition de la jeunesse sont soulignés comme étant particulièrement importants pour les filles parce qu'elles ont des trajectoires très différentes de celles des garçons. Les différences entre les sexes émergent brutalement à la puberté, qui marque la possibilité de devenir mère et débouche sur des préoccupations de protection des filles dans certaines sociétés, parfois au point de trop les restreindre¹⁶. Avec la puberté, c'est aussi souvent le moment où l'on attend des garçons qu'ils aillent travailler pour gagner leur vie.



© ILO, Deloche P.

¹² Ces chiffres ne comprennent pas les réfugiés qui sont en dehors du « courant de développement » et ne sont généralement pas concernés par les projets de développement des gouvernements et des donateurs. Globalement, environ 35 pour cent des réfugiés sont des jeunes entre 12 et 24 ans. *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes*, op.cit. p. 27.

¹³ BIT 2006, *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes*, ibid. pp. 15-16.

¹⁴ 2008. *L'éducation pour tous, Rapport mondial de suivi*, UNESCO et Oxford University Press.

¹⁵ Au niveau de l'université, les femmes ont supplanté les hommes en nombre dans 83 pays sur 141. Elles ne l'ont pas seulement fait dans de nombreux pays développés mais aussi dans des pays tels que la Mongolie et la Guyane. *The Economist*, 1^{er} novembre 2007. *Learning and inequality: A man's world?* (Londres).

¹⁶ Banque Mondiale, 2007. *Rapport sur le développement dans le monde : le Développement et la nouvelle génération*, voir *"A gender filter on the youth lens"*.

L'éducation des filles est étroitement corrélée avec des familles de taille réduite, ayant plus de responsabilité dans le processus de décision et un revenu plus élevé. Mais en général, les jeunes femmes ont toujours plus de difficultés à trouver du travail que les jeunes hommes. Même quand le niveau d'éducation des filles est plus élevé que celui des garçons, c'est quand elles cherchent un emploi qu'elles sont confrontées aux discriminations sur le marché du travail. Les données des enquêtes du BIT sur le passage de l'école à la vie active montrent que dans un certain nombre de pays les jeunes femmes ont une transition plus prolongée et difficile vers le travail que les jeunes hommes. Très souvent, elles ont même un accès plus limité aux sources d'information et aux mécanismes de recherche d'emploi que les garçons et, très important, les employeurs d'une série de pays révèlent une préférence marquée pour embaucher des garçons plutôt que des filles pour diverses raisons. Même s'il existe des pays et des régions où le chômage est plus faible pour les jeunes femmes, cela veut souvent dire qu'elles ne cherchent même pas un emploi mais quittent le marché du travail, totalement découragées. Lorsqu'elles trouvent un emploi, il est souvent mal rémunéré et situé dans le secteur informel, parmi les emplois peu qualifiés et non protégés, ce qui implique une plus grande précarité de l'emploi, ainsi qu'un manque d'accès à la formation, à la protection sociale et à d'autres ressources, les plaçant par comparaison dans une position de plus grande vulnérabilité vis-à-vis de la pauvreté et de la marginalisation¹⁷.

BANGLADESH : AIDER LES FILLES ET LES JEUNES FEMMES A ACCEDER A L'EDUCATION ET A LA FORMATION

Le Programme d'assistance à l'école secondaire pour les filles, financé par l'Association internationale pour le développement (AID), a soutenu les efforts du gouvernement pour améliorer l'accès des filles à l'éducation secondaire (de la 6^{ème} à la seconde) dans les campagnes. Les filles et leurs familles reçoivent des allocations financières pour couvrir leurs frais de scolarité et de personnel. Cette incitation est conjuguée avec des efforts pour augmenter la proportion d'enseignants femmes, pour investir dans la fourniture d'eau et d'installations sanitaires et pour améliorer l'implication de la communauté dans l'incorporation des aptitudes professionnelles dans la formation.

En 2005, les filles représentaient 56 pour cent des inscriptions dans le secondaire dans les zones couvertes par le programme contre 33 pour cent en 1991. Les taux d'assiduité ont augmenté jusqu'à 91 pour cent, surpassant le taux des garçons (86 pour cent).

Source AID, 2007. BIT, 2008. *Améliorer les aptitudes professionnelles pour stimuler la productivité, la croissance de l'emploi et le développement*. CIT Rapport V, 97^{ème} session (Genève).

Il s'ensuit que les taux de participation à la main d'œuvre pour les jeunes femmes sont plus faibles que pour les jeunes hommes. Les plus grands différentiels se trouvent en Asie du Sud (35 points de pourcentage) et au Moyen Orient et en Afrique du Nord (29 points de pourcentage)¹⁸. Ces disparités reflètent principalement des traditions culturelles et la difficulté pour les femmes de combiner travail et obligations familiales. Cela est vrai, non seulement dans le monde en développement mais aussi dans les pays industrialisés. On accorde moins de valeur aux contributions économiques des femmes et la vision dominante demeure que les femmes ne génèrent que le deuxième ou le troisième revenu du ménage. Elles peuvent subir des discriminations parce qu'on estime que dès qu'elles sont mariées et ont des enfants, elles sont moins productives ou quittent leur emploi. De nombreuses jeunes femmes pourraient se décourager et se demander si la réussite scolaire débouche réellement sur un emploi à la mesure de leurs qualifications.

Les discriminations sexuelles, les traditions culturelles et le manque d'alternatives cantonnent souvent les femmes au travail traditionnel, non rémunéré, au sein de la famille. Cette situation prévaut chez les jeunes filles de la campagne¹⁹. En Afrique du Nord par exemple, 78,4 pour cent de la population jeune et féminine étaient inactifs et le taux de chômage des jeunes femmes excédait celui des hommes de 14 points de pourcentage en 2005. Quand les perspectives de trouver un emploi sont faibles pour tout le monde, les jeunes femmes sont souvent les premières à abandonner leurs espoirs d'obtenir un emploi et restent à la maison²⁰. En Amérique latine, les femmes forment la majorité du groupe de ceux qui ne font qu'étudier, de même que parmi ceux qui ne sont ni à l'école ni au travail. Dans la région, les taux d'activité des jeunes femmes sont aussi bien inférieurs à ceux des jeunes hommes.

La gestion des tâches ménagères a longtemps été perçue comme une occupation féminine et comme une entrave à l'emploi des jeunes femmes. En Europe, une plus forte proportion de femmes que d'hommes estime faire plus que leur juste part des tâches ménagères²¹. En Amérique latine, presque 30 pour cent des jeunes femmes qui n'étudient pas ni ne travaillent se consacrent uniquement à des tâches ménagères et à la garde d'enfants. Mais pratiquement aucun des jeunes hommes – qui représentent pourtant 28 pour cent du total des jeunes qui ne travaillent ni n'étudient – n'assume de tâche domestique²². Ils se trouvent dans une situation de fort risque de tomber dans des formes illégales de subsistance. La délinquance juvénile parmi les jeunes hommes de la région s'accélère fortement²³.

¹⁷ BIT, 2006. *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes*, op.cit., pp. 20-22.

¹⁸ BIT, 2006. *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes*, ibid, pp. 9-10.

¹⁹ OIT, 2007. *Travail décent et jeunesse – Amérique Latine*.

²⁰ BIT, septembre 2006. *Tendances régionales du marché du travail pour les jeunes : Afrique*, Programme d'emploi pour les jeunes, www.ilo.org/public/english/employment/yett/download/afryet.pdf

²¹ Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, Fondation Focus, numéro 4, décembre 2007. *Questions familiales*.

²² OIT, 2007. *Travail décent et jeunesse – Amérique Latine*.

²³ Un récent rapport de l'Organisation mondiale de la Santé indique que bien que l'Amérique latine ne soit pas la région du monde la plus dangereuse, la jeunesse latino-américaine se classe au premier rang mondial en termes de morts violentes. OMS, 2005. *Rapport mondial sur la violence et la santé* (Genève), cité par l'OIT, 2007, *Travail décent et jeunesse – Amérique Latine*, ibid, p. 42.



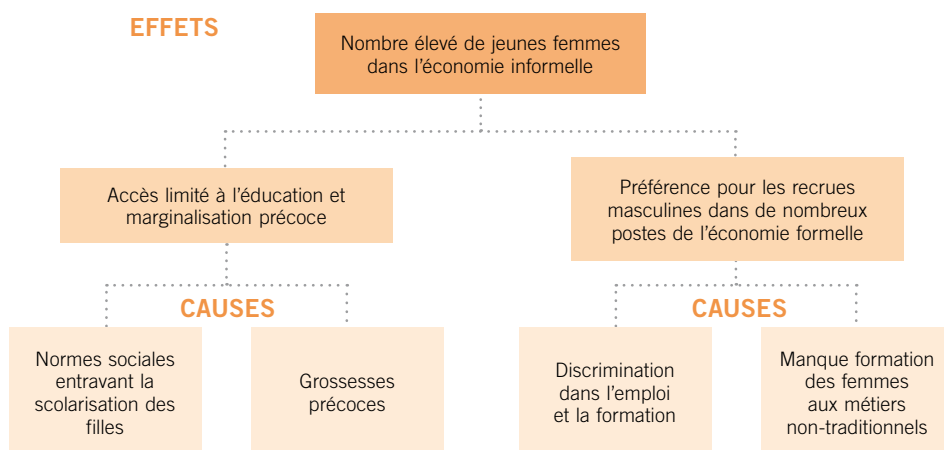
LES TRAVAILLEURS ET LES TRAVAILLEUSES DOMESTIQUES²⁴

La maison est généralement considérée comme un endroit sûr où les femmes peuvent travailler et les tâches qu'on leur assigne sont censées ne pas nécessiter de compétences ni de formation particulière. Le travail domestique est une manne pour l'emploi des jeunes femmes pauvres des campagnes, peu éduquées, souvent issues de groupes ethniques marginalisés - celles qui ont de toute façon une employabilité réduite. S'il est accompli dans des conditions de travail équitables, le travail domestique peut apporter une contribution vitale pour alléger la pauvreté et offrir une possibilité de s'en sortir d'une manière socialement admissible.

Le travail domestique draine des multitudes de femmes immigrées venues de pays ayant une offre de travail surnuméraire et un fort chômage. Dans des pays comme l'Éthiopie, le Guatemala, les Philippines ou le Sri Lanka, la politique gouvernementale et la profusion d'agences privées pour l'emploi spécialisées dans le placement de travailleurs domestiques ont fait que plus de la moitié de la population migrante de ces pays sont des femmes. Ce sont 81 pour cent des immigrées sri-lankaises et 38 pour cent des Philippines qui sont employées comme domestiques²⁵. Une analyse de la situation conduite par l'OIT aux Philippines²⁶ a montré que les travailleurs et les travailleuses domestiques qui migraient à l'international provenaient d'un autre réservoir de main d'œuvre que ceux se déplaçant à l'intérieur du pays. Les personnes qui travaillent à l'étranger ont tendance à venir de zones urbaines, à être plus qualifiées et à avoir déjà une expérience professionnelle dans différents domaines. En effet, certains sont pourvus de qualifications bien supérieures à celles requises pour la domesticité.

Dans les cultures où existent des pressions pour se conformer aux attentes sociétales en contractant des mariages précoces, devenir parent est l'un des facteurs qui perpétuent le cycle intergénérationnel de la pauvreté pour les jeunes, hommes comme femmes. Les coûts sociaux et économiques sont élevés pour les individus comme pour les communautés. De nombreuses jeunes filles du monde en développement ont peu d'autre choix que de se marier, ce qui, en raison de leurs origines familiales modestes, consiste simplement à passer d'un ménage pauvre à un autre. Dans certaines régions du monde, cela renforce le manque d'investissement parental dans l'éducation des filles puisqu'elles sont censées quitter la famille pour se marier. En outre, une grossesse précoce peut entraîner des complications²⁷. Même dans les régions où les taux de fertilité chutent, la grossesse précoce est l'un des pièges qui restreignent l'accès à des emplois productifs, en particulier parmi les femmes pauvres ayant peu d'instruction. Mariées ou non, les jeunes femmes confrontées à la maternité peuvent avoir à assumer aussi la garde d'enfant, des tâches ménagères supplémentaires, un fardeau financier accru et voient leurs chances de pouvoir gagner un revenu décent amputées.

EXEMPLE DE RELATION DE CAUSE À EFFET (ARBORESCENCE DU PROBLÈME) DE LA FORTE PRÉSENCE DE JEUNES FEMMES DANS L'ÉCONOMIE INFORMELLE



Source BIT, 2008. *Guide pour l'élaboration des Plans d'action nationaux en faveur de l'emploi des jeunes* (Genève).

²⁴ D'Souza, Asha, 2008. *Un travail décent pour les travailleurs domestiques : vers une nouvelle norme internationale du travail* (BIT, Genève), à venir.

²⁵ Moreno-Fontes Chammartin, G., *La protection des travailleuses migrantes dans les États de la Ligue Arabe*, p. 9.

²⁶ Sayres, N.J., *Une analyse de la situation des travailleurs domestiques philippins*, OIT Manille, 2005.

²⁷ La maternité est la principale cause de décès chez les jeunes femmes âgées de 15 à 19 ans. Banque Mondiale, 2006. *La santé publique en bref - Mortalité maternelle*.



© ILO, Maillard J.

La santé reproductive et les conditions de travail dans lesquelles vivent les jeunes gens pèsent sur les considérations relatives à la santé et à la sécurité au travail. Les jeunes se voient souvent confier les emplois les plus dangereux et exigeants physiquement, sans formation appropriée ni mesures de sécurité. Les jeunes hommes en particulier risquent d'être assignés aux postes les plus dangereux et les moins convoités, et quand le chômage explose ce sont sans doute les seuls disponibles.

L'un des défis importants de l'emploi est de s'attaquer à la ségrégation professionnelle entre les emplois traditionnellement « masculins » et « féminins » afin d'abaisser les barrières en ouvrant les professions aux deux sexes. Peu averties de leurs droits et

manquant souvent de modèles, les femmes ne pénètrent que lentement dans les professions habituellement dominées par les hommes. Les jeunes femmes, surtout dans les pays en développement, sont souvent incapables de tirer avantage des possibilités de formation en raison des obstacles à l'entrée, de la sélection discriminatoire et des stéréotypes sexuels.

Les stéréotypes sont fréquents dans les conseils d'orientation professionnelle de la part du personnel de l'école ou des services de l'emploi ; ils découragent les jeunes femmes de s'inscrire à des programmes de formation qui les conduiraient vers des revenus stables plus élevés et amélioreraient leur employabilité. Dans de nombreux pays, par exemple, les jeunes femmes sont incitées à se former pour des professions « féminines » relativement peu qualifiées et mal payées avec peu de perspectives de promotion. Ces professions sont souvent en lien avec le travail domestique, telles que la cuisine et la couture, alors que les jeunes hommes sont encouragés à aller vers des formations et des emplois basés sur les technologies modernes. La ségrégation existe aussi à de plus hauts niveaux d'éducation, où les femmes sont dirigées vers des professions traditionnelles d'enseignante ou d'infirmière. Ce sont des professions importantes pour le bien-être socio-économique des pays et les femmes font ainsi une contribution cruciale en travaillant dans ces secteurs clés où les pénuries de main d'œuvre se développent et vont continuer. Mais les hommes devraient tout autant être incités à embrasser ces métiers, abaissant à leur manière les barrières de genre. De la même façon, des métiers qui ont été étiquetés ou sont perçus comme « masculins » devraient s'ouvrir aux femmes qui ont l'intérêt et les compétences nécessaires pour les exercer. De façon ironique, ce qui peut être considéré comme une profession très féminine dans une culture – par exemple, le bâtiment en Inde – est perçue comme masculine dans d'autres régions du monde. Le secteur des NTIC en Asie emploie de nombreuses femmes, mais il est largement dominé par les hommes en Europe. Une fois embauchées, les jeunes femmes ne s'affirment peut-être pas suffisamment pour faire valoir leurs réussites ou demander des augmentations de salaire. Les recherches qui s'intéressent à l'égalité hommes-femmes et aux salaires révèlent que les hommes demandent des augmentations huit fois plus souvent que les femmes²⁸. Une formation aux compétences de négociation devrait être offerte aux jeunes femmes afin de leur permettre de prendre confiance, en particulier dans le cadre du dialogue social.



© ILO, Crozet M.

C'est pourquoi il est important de s'attaquer aux stéréotypes de genre. Ouvrir l'accès à des possibilités de formation sans ségrégation permettra d'accroître l'employabilité des jeunes femmes, d'améliorer leurs futurs revenus et leur situation socio-économique. Ces efforts devraient être complétés par une orientation professionnelle qui corresponde mieux à leurs capacités et leurs besoins, ainsi que par des conseils tenant compte des questions de genre et des services de placement qui permettent aux jeunes femmes de réaliser leur potentiel. Par exemple, l'UNIFEM a développé un programme pour aider à combler la fracture numérique en Afrique en dotant les femmes d'un accès aux NTIC afin d'améliorer leurs moyens de subsistance²⁹.

Le Conseil de l'Union Européenne a reconnu que les stéréotypes de genre étaient l'une des causes les plus persistantes d'inégalités entre hommes et femmes dans toutes les sphères et à toutes les étapes de la vie, influençant leurs choix en matière d'éducation, de formation et d'emploi, de partage des responsabilités domestiques et familiales, de participation à la vie publique, de participation et de représentation dans les positions de prise de décision, aussi bien en politique qu'en économie³⁰. Un appel est lancé pour poursuivre et renforcer la coopération active avec les partenaires sociaux et les autres parties prenantes de façon à réduire la ségrégation sexuelle et les disparités de genre sur le marché du travail, y compris en prenant des mesures concrètes pour éliminer les écarts de salaires entre hommes et femmes et en améliorant la reconnaissance de la valeur du travail accompli dans des professions et des secteurs essentiellement occupés par des femmes.

²⁸ Belkin, Lisa, 1^{er} novembre 2007. New York Times, *The feminine critique*.

²⁹ Voir http://www.unifem.org/campaigns/wsis/unifems_work.html

³⁰ Conseil de l'Union Européenne, Conclusions du Conseil sur l'élimination des stéréotypes sexuels dans la société, Luxembourg, 2008, http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressData/en/lsa/101020.pdf



QUE PEUT-ON FAIRE ?

« Bien qu'il n'existe pas de solution unique, relever le défi de l'emploi des jeunes impose une approche intégrée et cohérente qui combine des interventions macro et microéconomiques, traite tant l'offre que la demande de travail, et tant la quantité que la qualité des emplois ».

Résolution concernant l'emploi des jeunes, adoptée par la Conférence internationale du Travail lors de sa 93^{ème} session (Genève, juin 2005).

Il faut agir afin de prévenir la crise montante de l'emploi des jeunes. L'arrivée attendue de jeunes gens sur le marché du travail, plutôt que d'être perçue comme un problème, devrait être reconnue comme présentant un énorme potentiel de développement économique et social. Gouvernements, organisations de travailleurs et d'employeurs, partenaires internationaux du développement et société civile ont besoin de puiser dans ce vaste potentiel productif que représentent les hommes et les femmes.

- Sur le marché du travail, réglementations, politiques et institutions jouent un rôle crucial pour assortir l'offre et la demande. Le nombre croissant de jeunes gens et en particulier de jeunes femmes dans des emplois intermittents, précaires et mal rémunérés dans certains pays, et leur surreprésentation dans l'économie informelle dans d'autres, exigent une action urgente pour améliorer leurs conditions de travail, garantir l'égalité des salaires et faire avancer leurs droits au travail.
- Les politiques actives du marché du travail (PAMT) peuvent grandement faciliter l'entrée et le retour des jeunes sur le marché du travail. Assurer aux jeunes femmes un accès à l'emploi dans les PAMT est crucial. Cela peut nécessiter des mesures d'accompagnement complémentaires telles que la mise à disposition d'installations de garde d'enfants afin de faciliter leur participation.
- Il existe une relation étroite entre les perspectives d'emploi d'une jeune personne et son éducation. L'éducation de base constitue le fondement de l'employabilité des jeunes ; c'est aussi un moyen efficace de combattre le travail des enfants et d'éradiquer la pauvreté. Il est maintenant largement admis que les investissements à long terme dans le capital humain jouent un rôle clé dans l'amélioration de la productivité du travail et de la croissance. Garantir que les adolescentes et les jeunes filles disposent de programmes d'éducation formelle et informelle de qualité est essentiel, y compris la formation professionnelle qui pourrait leur apporter l'émancipation et d'autres possibilités de travail décent à l'âge adulte. La réforme des programmes particulièrement par rapport à certains stéréotypes, la fixation d'objectifs pour l'équilibre des sexes en cours, et les mesures d'orientation peuvent encourager les jeunes femmes à choisir des sujets plus pertinents au regard des besoins du marché du travail. Dans certains endroits, les mesures pour surmonter la résistance culturelle à l'éducation des filles peuvent nécessiter des systèmes d'incitation, tels que le versement d'allocations aux familles qui inscrivent leurs filles à l'école.
- Un chômage élevé et de longues recherches d'emploi peuvent être des manifestations du manque de pertinence de la formation préprofessionnelle. Faire correspondre l'évolution des qualifications aux besoins du marché est indispensable pour donner aux jeunes hommes et femmes la possibilité de postuler à des emplois³¹. Réévaluer les politiques d'emploi au regard du genre et de la jeunesse, en traitant le décalage entre l'éducation et la demande du marché, la ségrégation professionnelle, en renforçant la formation professionnelle et en prévoyant les besoins de main d'œuvre, contribuerait grandement à créer un « cercle vertueux » d'emploi et de productivité.
- Pour améliorer l'employabilité, il devient impératif d'intégrer les compétences fondamentales et techniques. Lire et écrire, compter et les compétences de travail fondamentales sont des outils nécessaires pour accéder à la plupart des postes³². Les qualifications technologiques, considérées comme insuffisantes chez de nombreux chercheurs d'emploi, doivent être particulièrement soulignées pour les jeunes femmes. Si la formation est basée sur les compétences, sans biais lié au genre, alors le temps passé en cours devient moins important que ce que les élèves peuvent vraiment faire après avoir suivi la formation³³. La certification des qualifications et la reconnaissance des compétences acquises sur le tas constituent un autre axe de progrès. Les systèmes d'apprentissage – ouverts aussi bien aux garçons qu'aux filles – impliquent de la même manière employeurs et syndicats pour définir les standards professionnels et les programmes³⁴.
- La croissance du secteur privé est un moteur essentiel pour la création d'emplois et l'entrepreneuriat des jeunes est une composante importante des politiques d'emploi. Dans la plupart des pays, qui ont des proportions importantes de jeunes dans leur population, les obstacles pour faire des affaires sont grands, et encore plus pour les jeunes femmes. Cela



© ILO, DeLoche P.

³¹ En 2004, dans l'Union Européenne, 25,3 pour cent des jeunes de 20 à 24 ans n'achevaient pas leurs études secondaires. Tessaring, M. ; Wannan, J (2004) : *Vocational education and training – key to future*. Lisbonne – Copenhague – Maastricht : Mobiliser pour 2010. Cedefop, Luxembourg.

³² Il peut d'agir de compétences en communication, relation-clients, travail en équipe et résolution de problèmes.

³³ BIT, 2008. *Des compétences au service d'une meilleure productivité, de la croissance de l'emploi et du développement*, CIT Rapport V, 97^{ème} session.

³⁴ Ibid.

contribue à freiner la création d'entreprise, à encourager l'informalité et à mettre en danger la bonne gouvernance. Soutenir les jeunes femmes cheffes d'entreprise donnera un élan au développement social et économique.

- Le sexe est un piètre indicateur de la compétence. La décision de recruter, de former et de promouvoir des jeunes hommes et femmes devrait toujours se fonder sur des raisons telles que la compétence, le comportement, la contribution et pas sur le sexe de l'individu. En outre, les jeunes, hommes et femmes, ont besoin de connaître leurs droits. Les jeunes qui cherchent un emploi devraient être conscients de l'exclusion fondée sur le genre, l'origine géographique, la race, l'apparence, l'origine ethnique et l'âge. Les Conventions et les Recommandations de l'OIT prônent des mesures spécifiques³⁵.

© ILO, Maillard J.



REPONSES ET PARTENARIATS DE L'OIT

Aujourd'hui, chacun est bien conscient du fait que l'emploi productif et le travail décent pour les jeunes ne peuvent être réalisés à travers des interventions fragmentées et isolées. Ils exigent plutôt une action soutenue, déterminée et concertée d'un grand nombre d'acteurs. Plus encore, cela suppose une approche cohérente qui articule des politiques de soutien centrées sur deux éléments simples : d'une part, une stratégie intégrée de croissance et de création d'emploi et, d'autre part, des interventions ciblées pour aider les jeunes à s'affranchir des obstacles et des inconvénients spécifiques auxquels ils font face pour entrer et se maintenir sur le marché du travail.

C'est en effet l'approche générale de l'Agenda global pour l'emploi de l'OIT, également incluse dans la Résolution concernant l'emploi des jeunes adoptée par la Conférence internationale du Travail en 2005, qui nous fournit le cadre de référence pour conseiller les pays dans leurs efforts pour se battre en faveur d'économies et de marchés du travail plus efficaces, plus justes et plus équitables.

Il existe aussi une reconnaissance accrue que l'ampleur du défi de l'emploi des jeunes exige de nous que nous travaillions en partenariat. La composition tripartite de l'OIT et ses alliances mondiales lui donnent la portée globale nécessaire pour catalyser le soutien et l'action en faveur de l'emploi des jeunes. Au niveau national, gouvernements et organisations d'employeurs et de travailleurs sont des acteurs majeurs du développement des politiques et des programmes d'emploi des jeunes. Le dialogue et les alliances avec la société civile, les secteurs public et privé et les jeunes eux-mêmes sont également importants pour bâtir un appui et développer des solutions. Au niveau international, le Réseau pour l'emploi des jeunes – une alliance des Nations Unies, de la Banque mondiale et de l'OIT – est un exemple de partenariat global qui lutte pour une meilleure cohérence, coordination et un partage des connaissances sur l'emploi des jeunes. Le Réseau offre une excellente opportunité pour construire un consensus international et influencer l'agenda international avec une stratégie globale pour l'emploi et l'insertion sociale des jeunes.



© ILO, Crozet M.

Le Programme de l'OIT pour l'emploi des jeunes (YEP en anglais) opère à travers un réseau mondial de spécialistes techniques au Siège à Genève et dans plus de 60 bureaux dans le monde. Il apporte une assistance aux pays pour développer des interventions cohérentes et coordonnées sur l'emploi des jeunes. Le travail du YEP repose sur trois piliers : élaboration des connaissances, plaidoyer et assistance technique. L'égalité des chances et de traitement entre jeunes hommes et jeunes femmes est au cœur du travail du YEP en faveur de l'emploi des jeunes. Le Bureau de l'OIT pour l'égalité entre hommes et femmes soutient activement le YEP en incorporant les dimensions de genre du travail des jeunes dans son action.

L'Organisation internationale des Employeurs (OIE)³⁶ demeure engagée sur un certain nombre de fronts pour l'emploi des jeunes ; elle est un partenaire clé du Réseau pour l'emploi des jeunes. Un exemple récent est leur collaboration pour un atelier sur l'emploi des jeunes de la sous-région Asie, organisé à Katmandou en février 2008 pendant lequel un manuel de formation relative au genre pour les employeurs a été piloté. Il était dirigé par le Bureau des Activités pour les employeurs du BIT, aux côtés du Centre international de formation de Turin et du Bureau de l'OIT pour l'égalité entre hommes et femmes. Un autre projet ciblant les organisations patronales a été consacré à la bonne gouvernance sur le marché du travail et l'emploi des jeunes, avec un financement du Gouvernement suédois.

³⁵ BIT 2005. *Jeunes : des passerelles vers le travail décent*, CIT, 93^{ème} session, rapport VI.

³⁶ Voir <http://ioe-emp.org/en/policy-areas/employment/youth-employment/index.html>



La Confédération syndicale internationale (CSI)³⁷ s'est engagée à promouvoir les activités d'organisation et de représentation des jeunes hommes et des jeunes femmes afin que leur voix soit entendue à tous les niveaux au sein de syndicats et que leurs droits au travail soient protégés. La commission Jeunesse de la CSI élabore des politiques et des activités pour les jeunes. En Inde, le Bureau des Activités pour les travailleurs (ACTRAV) a conduit une vaste formation de sensibilisation à la promotion de la Convention (n° 87) sur la Liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et la Convention (n° 98) sur le Droit d'organisation et de négociation collective, 1949, ainsi que les principales Conventions sur l'égalité, y compris pour les jeunes femmes³⁸. Le Programme d'éducation au travail d'ACTRAV du Centre international de Formation de Turin offre également aux jeunes dirigeants une formation sur la liberté syndicale, avec des taux de participation des jeunes femmes très satisfaisants.

Soutenir l'éducation et la formation

Le Département des Compétences et de l'employabilité du BIT (EMP/SKILLS) assiste les individus pour qu'ils deviennent employables grâce à la formation, au développement des compétences et à l'éducation. Cette assistance est cruciale pour améliorer et maintenir leur productivité et les possibilités de gagner de l'argent en travaillant. Elle sert à accroître leur mobilité sur le marché du travail et à offrir un potentiel de choix de carrière accru³⁹. Le Programme international de l'OIT pour l'abolition du travail des enfants (IPEC) a travaillé à travers de nombreux projets sur le processus inverse de passage « de la vie active à l'école » pour les enfants qui travaillent, dans le but d'augmenter les possibilités de travail décent pour ces enfants une fois qu'ils seront devenus des jeunes et auront acquis les qualifications nécessaires⁴⁰.

INTEGRATION DE LA DIMENSION DE GENRE DANS LA FORMATION PROFESSIONNELLE NATIONALE AU BOTSWANA

L'autorité en charge de la formation au Botswana, en collaboration avec le Département des questions de femmes au sein du Ministère du Travail et de l'Intérieur a préparé un projet de « politique nationale d'intégration de la dimension de genre dans la formation professionnelle et l'initiation au travail » en 2000 avec les objectifs suivants :

- Augmenter l'accès des femmes à l'éducation et à la formation professionnelles, et réduire leur taux d'attrition une fois qu'elles ont entamé la formation.
- Eradiquer l'ignorance du genre et accroître la sensibilisation à cette dimension dans les instituts de formation professionnelle : en intégrant un langage neutre dans les programmes ; en améliorant les attitudes des élèves, des instructeurs et des administrateurs à l'égard des disparités de genre, de l'égalité et de l'équité dans la formation professionnelle ; et en promouvant la formation au genre pour dépasser les stéréotypes et les discriminations de genre.
- Enoncer ce qui constitue un acte de harcèlement sexuel, sensibiliser à cette question et créer des mécanismes rigoureux de déclaration et de réponse.
- Développer et mettre en œuvre un système de collecte régulière de données et de signalement d'informations par genre dans toutes les institutions de formation professionnelle quant au statut et aux besoins de formation des hommes et des femmes, en vue de réduire la ségrégation professionnelle⁴¹.

Créer des perspectives d'emploi



Les politiques actives du marché du travail qui comprennent un assortiment de mesures de formation et de création d'emploi sont des instruments essentiels pour promouvoir l'emploi et le travail décent parmi les jeunes, hommes et femmes. Selon une recherche du BIT⁴², ils améliorent la sécurité des travailleurs et contribuent à une mondialisation équitable.

L'OIT fournit périodiquement des recherches empiriques ainsi que des évaluations quantitatives sur les réalités de marchés du travail des jeunes pour construire une base analytique de départ à partir de laquelle les pays peuvent identifier les principaux défis auxquels les jeunes font face. *Les Tendances mondiales de l'emploi des jeunes* sont basées sur des bilans

³⁷ Voir <http://www.ituc-csi.org/spip.php?rubrique94>

³⁸ Convention (n° 111) sur la discrimination (emploi et profession), 1958 ; Convention (n°100) sur l'égalité des rémunérations, 1951 ; la Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981 et la Convention (n° 183) sur la Protection de la maternité, 2000.

³⁹ Au cours de sa 97^{ème} session en juin 2008, la Conférence internationale du Travail a examiné le Rapport sur les compétences pour une meilleure productivité, la croissance de l'emploi et le développement et a adopté des conclusions pour guider aussi bien les mandants que le Bureau sur la voie à suivre.

⁴⁰ <http://www.ilo.org/ipec/index>

⁴¹ 2006. Autorité de formation du Botswana, dans *Des compétences pour une meilleure productivité, la croissance de l'emploi et le développement*, CIT Rapport V, 97^{ème} session 2008 (Genève).

⁴² Auer Peter, Efendioglu Umit, Leschke Janine, 2004. *Les politiques actives du marché du travail : faire face aux conséquences de la mondialisation*.

analytiques de l'information relative au marché du travail⁴³ pour produire des statistiques – découpées par âge et par sexe selon les cas – sur le chômage, les ratios emploi-population, le statut dans l'emploi, l'emploi par secteur, les élasticités de la productivité du travail et de l'emploi⁴⁴.

L'enquête du BIT sur le passage de l'école à la vie active (*SWTS*)⁴⁵ est un outil statistique conçu pour aider les pays à collecter en profondeur l'information relative à la situation sur le marché du travail des jeunes hommes et des jeunes femmes et à quantifier la relative aisance ou difficulté avec laquelle les jeunes entrent sur le marché du travail en sortant de l'école. L'analyse des données devrait révéler les forces et les faiblesses sur le marché du travail des jeunes et pointer les principaux défis que doivent relever les décideurs en formulant des programmes et des politiques pour le développement et l'emploi des jeunes. Des variables ont reproduit l'expérience des jeunes en matière d'éducation et de formation ; leurs perceptions et aspirations en termes d'emploi ; les procédures de recherche d'emploi, les entraves et les soutiens pour entrer sur le marché du travail ; la préférence pour le travail salarié ou pour le travail indépendant ; les attitudes des employeurs face au recrutement de jeunes travailleurs ; les conditions de travail et les revenus⁴⁶.

La responsabilité première pour la promotion de l'emploi des jeunes incombe aux gouvernements, mais la cohérence et la coordination sont nécessaires au sein des différentes institutions du gouvernement et avec les partenaires sociaux. L'OIT a publié le *Guide pour l'élaboration des Plans d'action nationaux pour l'emploi des jeunes* pour aider les mandants dans cette importante tâche⁴⁷. Le Guide conseille que des experts techniques qui connaissent bien les questions de genre soient associés à la formulation de la politique et à l'identification et l'analyse des différences sexuelles sur le marché du travail de façon à repérer les diverses situations que rencontrent les jeunes hommes et les jeunes femmes sur le marché du travail.

Au cours de la décennie écoulée, les guerres dans certains pays ont révélé que le manque d'accès à des emplois rémunérateurs pour les jeunes pouvait être un facteur de prolongation ou de ranimation du conflit⁴⁸. Le Programme de réponses aux crises et de reconstruction de l'OIT a travaillé avec de jeunes anciens-combattants et a porté une attention toute particulière au soutien de la formation et de l'emploi des jeunes femmes.

Dans les pays d'après conflit avec un grand nombre d'anciens combattants, les jeunes femmes ont souvent été victimes de violence et ont eu besoin d'un soutien particulier pour surmonter leurs traumatismes, la stigmatisation et retrouver confiance. Certaines femmes avaient brisé les stéréotypes sexuels pendant le conflit et avaient besoin de soutien pour préserver un accès égal aux ressources qui ont émergé après le conflit. Certaines jeunes femmes étaient elles-mêmes devenues des combattantes. Les jeunes hommes qui ont combattu dans des guerres sont souvent habitués à une culture de violence. Ils ont besoin d'être orientés pour développer leur virilité sous des formes qui en font des citoyens productifs.

Encourager le développement des entreprises et l'entrepreneuriat

Créer des conditions favorables au développement des petites entreprises chez les jeunes, commence par l'évaluation des incitations et des découragements que les politiques économiques peuvent créer, parfois sans intention de le faire, pour les plus petites entreprises. Les PME doivent être capables de faire des profits et être compétitives. Les politiques qui ne visent pas tout spécialement les jeunes entrepreneurs mais qui peuvent les affecter doivent être examinées, telles que les procédures légales et administratives pour démarrer une entreprise, la disponibilité de fonds auprès des banques commerciales, l'éducation et la formation qualifiante, la protection sociale, et le soutien au développement de l'affaire. Les implications de genre de ces politiques réclament une attention particulière, en ce que les jeunes femmes se voient souvent refuser l'accès à la formation, au crédit et au soutien à l'entreprise.

Les programmes de micro-finance sont un autre mécanisme de soutien. Relativement récents, ces programmes ont tendance à développer des liens plus spécifiques entre les différents problèmes sociaux affectant les stratégies de développement de la jeunesse ou de la communauté. De nombreux programmes ciblent les femmes⁴⁹, mais la jeunesse en tant que groupe semble être une cible sous-représentée⁵⁰. En Asie, les programmes s'adressent plutôt aux femmes mariées par opposition aux célibataires en raison de la croyance selon laquelle il y aurait un plus grand risque de ne pas honorer les prêts consentis aux filles célibataires qui arrêteraient de



© ILO Crozet M.

⁴³ BIT, 2006. *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes* (Genève).

⁴⁴ BIT, 2008. *Tendances mondiales de l'emploi des femmes* (Genève).

⁴⁵ Voir <http://www.ilo.org/youth>

⁴⁶ Elder, S. et Matsumoto, M., *Characterizing the school-to-work transitions of young men and women: Evidence from the ILO School-to-work transition surveys*, Document de travail sur l'emploi (Genève, BIT, à paraître en 2008) et Elder, S. *School-to-work transition survey: A methodological guide* (Genève, BIT, à paraître en 2008).

⁴⁷ BIT, 2008. *Guide pour l'élaboration des Plans d'action nationaux pour l'emploi des jeunes*, (Genève) <http://www.ilo.org/public/english/employment/yett/download/nap.pdf>

⁴⁸ ONU 2005. *Rapport mondial sur la jeunesse*, pp. 114-192.

⁴⁹ BIT, 2008. *Peu d'argent, grands changements : les femmes et la micro-finance*, GENDER/FSU (Genève).

⁵⁰ Une recherche portant sur une liste de 902 organisations de 96 pays, établie pour le Conseil du Sommet sur le Microcrédit, révèle que seules 21 organisations comportent le terme jeunesse dans leur titre.



rembourser leur prêt une fois mariées. Le Programme de finance sociale du BIT est le correspondant pour la micro-finance au BIT et il coopère avec la Fondation Gates sur des programmes expérimentaux sur la micro-assurance.

La plupart des programmes de promotion des entreprises et de l'entrepreneuriat sont ouverts à tous les jeunes, qu'ils soient actuellement à leur compte ou souhaitent monter leur affaire en tant qu'entrepreneur. Le Programme Créez et Gérez mieux votre entreprise (GERME) ne s'adresse pas spécialement aux jeunes ; cependant 40 à 50 pour cent des participants aux formations ont moins de 25 ans et la moitié environ sont des femmes.

Le Programme de l'OIT de développement des petites entreprises est actif dans l'entrepreneuriat des jeunes. Le Programme pour le développement de l'entrepreneuriat, la promotion des femmes et de l'égalité des sexes (WEDGE) travaille sur l'amélioration des opportunités économiques pour les femmes en adoptant une action positive pour soutenir les femmes qui démarrent, formalisent et élèvent leurs entreprises, en développant une base de connaissances sur les femmes entrepreneurs et des services innovants de soutien. Le module intitulé « Connaître l'entreprise » est destiné au corps enseignant des institutions de formation professionnelle et technique, de l'enseignement secondaire général et de l'enseignement supérieur technique dont le programme d'apprentissage comprend une éducation à l'entrepreneuriat. Les questions de genre sont attentivement prises en considération dans l'ensemble du module.

SELECTION DE PUBLICATIONS DE L'OIT SUR L'EGALITE HOMMES-FEMMES ET L'EMPLOI DES JEUNES

Auer Peter, Efendioglu Umit, Leschke Janine, 2004. *Les politiques actives du marché du travail : faire face aux conséquences de la mondialisation*, (Genève, Bureau International du Travail (BIT)).

Besan, M. 2001. *Femmes chefs d'entreprise en Albanie*, Développement de l'entrepreneuriat des Femmes et Egalité des genres (WEDGE) (Genève, BIT).

Bureau international du Travail (BIT), 2008a. *Tendances mondiales de l'emploi des femmes* (Genève).

- 2008b. *Promotion de l'emploi rural pour réduire la pauvreté*, Rapport IV, Conférence internationale du Travail (CIT), 97^{ème} session, Genève, 2008 (Genève).

- 2008c. *Améliorer les aptitudes professionnelles pour stimuler la productivité, la croissance de l'emploi et le développement*, Rapport V, CIT, 97^{ème} session, 2008 (Genève).

- 2008d. *Peu d'argent, grands changements : les femmes et la micro-finance*, (Genève, GENDER/Programme de finances sociales).

- 2007. *Decent Work and Youth: Latin America* (Port-of-Spain, Bureau sous-régional pour les Caraïbes).

- 2006a. *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes* (Genève, Analyse du marché de l'emploi et du travail (EMP/ANALYSIS)).

- 2006b. *HIV/AIDS and work: Global estimates, impact on children and youth, and response* (Genève, Programme sur le VIH/ Sida et le monde du travail).

- 2006c. *L'emploi des jeunes : un objectif mondial, un défi national* (Genève, BIT, Secteur de l'Emploi).

- 2005a. *Résolutions adoptées par la Conférence internationale du Travail lors de sa 93^{ème} session* (Genève).

- 2005b. *Emploi des jeunes : les voies d'accès à un travail décent - Emploi des jeunes : le défi à relever*, Rapport VI, CIT, 93^{ème} session, Genève 2005 (Genève).

- 2004a. *Improving prospects for young women and men in the world of work, a guide to youth employment* (Genève).

- 2004b. *Pour bien démarrer dans la vie : un travail décent pour les jeunes*, document de référence présenté lors de la Réunion tripartite de l'OIT sur l'emploi des jeunes : mesures à prendre, Genève, 13-15 octobre.

Corbanese, V.; Rosas, G. 2007. *Young people's transition to decent work: Evidence from Kosovo*, (Genève, BIT, Département de la Politique de l'emploi (EMP/POLICY) et Bureau sous-régional pour l'Europe centrale et orientale).

Day-Hookoomsing, P. ; Essoo, V. 2003. *Promoting Female Entrepreneurship in Mauritius: Strategies in Training and Development* (Genève, BIT, WEDGE).

D'Souza, A., 2008. A paraître : *Un travail décent pour les travailleurs domestiques : vers une nouvelle norme internationale du travail* (Genève, BIT).

Ferdinand, C. 2001. *Jobs, Gender and Small Enterprises in the Caribbean: Lessons from Barbados, Suriname and Trinidad and Tobago* (Genève, BIT, WEDGE).



- Finnegan, G.; Howarth, R.; Richardson, P. 2004. *The Challenges of Growing Small Businesses: Insights from women entrepreneurs in Africa* (Genève, BIT, WEDGE).
- De Gobbi, M.S.; Dhakal, N.H.; Hijazi, S.T. 2004. *Nepal and Pakistan micro-finance and microenterprise development: Their contribution to the economic empowerment of women* (Genève, BIT, Programme focal de promotion de l'emploi par le développement des petites entreprises (SEED)).
- Kantor, P. 2000. *Promoting Women's Entrepreneurship Development Based on Good Practice Programmes: Some experiences from the North to the South* (Genève, BIT, WEDGE).
- Mayoux, L. 2001. *Jobs, Gender and Small Enterprises: Getting the policy environment right* (Genève, BIT, WEDGE).
- Moreno-Fontes Chammartin, G. 2004. « La protection des travailleuses migrantes dans les Etats de la Ligue Arabe », dans S. Esim, M. Smith (éd.) : *Gender and Migration in Arab States: The Case of Domestic Workers* (Beyrouth, Bureau régional de l'OIT pour les Etats arabes, pp. 11-95).
- Nichols, M.P. 2001. *Jobs, Gender and Small Enterprises in Africa and Asia: Lessons drawn from Bangladesh, the Philippines, Tunisia and Zimbabwe* (Genève, BIT, WEDGE).
- Nilufer, A.K. 2001. *Jobs, Gender and Small Enterprises in Bangladesh: Factors affecting women entrepreneurs in small and cottage industries in Bangladesh* (Genève, BIT, WEDGE).
- Rosas, G.; Rossignotti, G. 2008. *Guide pour l'élaboration des plans d'action nationaux pour l'emploi des jeunes* (Genève, BIT, Programme pour l'emploi des jeunes).
- Sayres, N.J. 2005. *Une analyse de la situation des travailleurs domestiques philippins* (Manille, OIT, Bureau sous-régional pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique).
- Schoof, U. 2006. *Stimulating youth entrepreneurship: Barriers and incentives to enterprise start-ups by young people* (Genève, BIT/SEED).
- Specht, I. 2006. *Red Shoes: Experiences of girl-combatants in Liberia* (Genève, BIT, Programme sur la Réponse aux crises et Reconstruction).
- Stoyanovska, A. 2001. *Emplois, genre et petites entreprises en Bulgarie, Séries sur le développement de l'entrepreneuriat féminin et l'égalité hommes-femmes* (Genève, BIT).
- Sufyan, A. 2007. *La transition école-travail des jeunes en Syrie* (Genève, BIT, EMP/POLICY et Bureau régional pour les Etats arabes).
- Zanaty, A. et al. 2007. *School-to-work transition: Evidence from Egypt* (Genève, BIT, EMP/POLICY).



Bureau
international
du Travail
Genève

Bureau pour l'égalité entre hommes et femmes
Bureau international du Travail
4, route des Morillons
1211 Genève 22, Suisse
Tél. + 41 22 799 6730
Fax. + 41 22 799 6388
www.ilo.org/gender
gendercampaign@ilo.org

Programme pour l'emploi des jeunes
Bureau international du Travail
4, route des Morillons
1211 Genève 22, Suisse
Tél. + 41 22 799 7717
Fax. + 41 22 799 6895
www.ilo.org/youth
youth@ilo.org

La présente brochure d'information a été préparée par l'OIT dans le cadre de la campagne de sensibilisation « L'égalité hommes – femmes au cœur du travail décent ».
Vous pouvez nous contacter (gendercampaign@ilo.org) pour toute information sur les autres thèmes de l'OIT qui sont couverts par cette campagne.